

Legge: Politi T= 6/20<sup>a</sup>

1199/A

**ESAMI FINALI - SESSIONE AUTUNNALE dicembre 2002**  
**SIMULTANEA FRANCESE-ITALIANO A.A. 2001-2002 testo 2**

02\_1199\_A\_FIN\_1\_SIM

**Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République et de M. Tony Blair, Premier Ministre du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur les financements innovants au service du développement durable. Johannesburg, lundi 2 septembre 2002.**

Mesdames, Messieurs,

Les peuples de toutes les nations aspirent à des conditions de vie, un système de santé et un niveau de sécurité décents. Toutefois, malgré une croissance économique mondiale qui dépasse tous les rêves des générations précédentes, notre monde est loin d'avoir atteint ce stade aujourd'hui. La preuve en est que 1,2 milliard d'êtres humains vivent avec moins d'1 dollar par jour et autant n'ont pas accès à l'eau potable. En Afrique, un enfant meurt toutes les trois secondes.

Nous sommes dans le même temps confrontés à des défis environnementaux colossaux, en Afrique comme au Royaume-Uni ou en France. Le niveau des mers s'élève. Le phénomène de sécheresse se répand. Certaines espèces sont en voie d'extinction. Le changement climatique constitue le danger le plus urgent et le plus sérieux auquel le monde soit confronté. Nous avons vu cet été en Europe, mais aussi en Amérique et en Asie, à quel point les effets pourraient en être dévastateurs.

A Kyoto, la communauté internationale a répondu à cette menace en établissant un cadre légal pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous appelons instamment tous les Etats à ratifier et appliquer le Protocole de Kyoto. Et nous devons examiner d'urgence ce que nous pouvons faire de plus à cet égard, en particulier pour développer les technologies appropriées. Le moment est aussi venu de commencer à construire un cadre global de long terme, pour réduire, à l'avenir, les émissions de gaz à effet de serre dans tous les pays.

Johannesburg est l'occasion de concilier nos aspirations en matière de développement économique et social et de protection de l'environnement. Cela est réalisable. Nous avons l'obligation morale de réussir, vis-à-vis des peuples du monde comme pour nos petits-enfants. Mais cela nécessite une approche nouvelle et audacieuse de la manière dont, collectivement, nous utilisons et partageons les ressources.

Un nouveau partenariat global et des moyens financiers supplémentaires sont essentiels au développement durable. Comme nous l'avons reconnu à Doha, trois facteurs sont déterminants : le commerce, l'aide publique au développement (APD), l'investissement privé. En outre, et du point de vue des pays en développement eux-mêmes, une bonne gouvernance politique et économique et une plus grande transparence sont absolument nécessaires.

En ce qui concerne le commerce, nos deux pays s'engagent à appliquer le plan d'action de Doha pour le développement. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour respecter les objectifs et le calendrier de Doha.

En ce qui concerne l'aide, nos deux gouvernements ont annoncé récemment des augmentations sensibles de leur aide publique au développement. Nous savons qu'il s'agit d'un investissement public efficace. Mais il reste beaucoup plus à faire pour atteindre les objectifs fixés. *Abou*

En matière financière, nous lançons aujourd'hui une nouvelle initiative. L'économie mondiale a besoin de facilités financières nouvelles et innovantes. Nous croyons à la nécessité pour les gouvernements et le secteur privé de travailler ensemble.

Nous utiliserons certaines de nos nouvelles aides pour inciter le secteur privé à réaliser de nouveaux investissements dans les pays en développement, dans une optique de soutien au développement durable, d'éradication de la pauvreté et d'amélioration de l'accès aux services et aux infrastructures publics.

Notre engagement est sur le long terme. Au cours des prochains mois, et en particulier pendant la présidence française du G 8, nous ferons en sorte que ces idées deviennent réalité.

Nous proposons une série de mesures reposant sur deux axes :

- des moyens de financement qui faciliteront la conception et la mise en oeuvre de projets, c'est-à-dire un service "clé en main". Ces moyens de financement incluent la conception et l'assistance technique pour des projets d'infrastructures et de services publics respectueux de l'environnement, y compris dans le cadre de programmes transfrontaliers ;
- une série d'initiatives permettant aux gouvernements des pays en développement et aux pouvoirs publics d'avoir accès aux capitaux privés.

Ces initiatives doivent associer partenariats publics - privés et financements internationaux et nationaux. Grâce à l'engagement commun de tous les pays concernés, il sera possible de concrétiser les initiatives que nous venons de lancer et d'améliorer le niveau de vie d'une grande partie de la population mondiale. Merci de votre attention.